

Méditerranée : les années 1950

Un débat sur l'unité

Anne Volery

Le débat sur l'unité méditerranéenne mis en avant depuis la Conférence de Barcelone de 1995, qui propose un projet de partenariat euro-méditerranéen, est un débat ancien dont on peut retrouver différentes traces et notamment à l'époque des décolonisations. En octobre 1958, un "colloque méditerranéen" s'est tenu à Florence.

Cette rencontre originale représentait une tentative aujourd'hui oubliée de penser un espace méditerranéen; elle réunissait des représentants des deux rives, qui, pour la plupart, étaient des personnalités politiques et intellectuelles de l'époque.

Y furent posés les éléments d'une réflexion sur la "Mer du milieu des terres" qui sont toujours d'actualité. A l'heure où l'on essaye de donner un sens à cet espace et où l'on oscille entre deux visions opposées, celle d'une Méditerranée carrefour de cultures ou au contraire celle d'une Méditerranée frontière dangereuse (cf. les théories sur la guerre des civilisations de l'Américain S. Huntington), l'analyse de ce colloque nous permet de réfléchir sur ce qu'a pu signifier cet espace dans les années 50. Le contexte d'éloignement des deux rives, de tensions Nord/Sud et Est/Ouest qui régnait ne favorisait pas un dialogue. C'est précisément ce qui rend cette manifestation intéressante : elle pose la question des relations entre les ensembles qui se forment alors sur les différentes rives et celle de la façon dont ils se définissent les uns par rapport aux autres. Il est également significatif de voir qui, dans les années 50 et dans ce contexte, cherche à penser un tel espace et l'on s'aperçoit que se sont réunis à Florence des démocrates-chrétiens italiens, des intellectuels français et des leaders politiques maghrébins. Ils formaient un ensemble aux horizons politiques différents cherchant à établir un dialogue autour d'un espace. Enfin le débat, qui vit s'opposer une vision intemporelle de la Méditerranée et

une vision plus politique, buta sur un certain nombre de problèmes que l'on retrouve encore aujourd'hui.

La Méditerranée des années 50

Les années 50 ne sont guère propices à une réflexion sur la Méditerranée. L'année 1958 dans la région est marquée par divers événements : l'enlisement de la guerre en Algérie, la tension au Moyen-Orient consécutive à la création de l'Etat d'Israël, ainsi que la crise de Suez de 1956, encore présente dans les esprits, et les récentes indépendances de la Tunisie et du Maroc (1956). Ces événements en font un espace en mutation sur lequel pèsent un certain nombre de tensions. Appréhender l'espace méditerranéen dans les années 50, c'est aussi le replacer dans un contexte plus large, la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les indépendances des pays arabes marqua le début d'une période qui voit se constituer une nouvelle carte.

A partir de 1945, la guerre froide s'installe en Méditerranée. Les deux grands s'y livrent une guerre d'influence. Les Etats-Unis remplacent l'Angleterre comme puissance dominante dans la région et imposent leur présence économique : ils pénètrent les compagnies pétrolières du Moyen-Orient, organisent une aide pour les pays en développement, et, par le biais du plan Marshall, pour les pays de la rive nord. Ils déploient également une importante flotte pour neutraliser les prétentions soviétiques concernant un accès à la mer. Parallèlement à cela, les pays riverains connaissent des changements : l'Italie et la Grèce entament un développement industriel rapide et se tournent vers les pays de l'Europe du Nord. La Yougoslavie et l'Albanie font le choix du socialisme. Quant aux pays arabes, la fin de la Deuxième Guerre mondiale voit s'ouvrir pour eux la période des indépendances et leur constitution en Etats prétendant à une reconnaissance et à un rôle sur la scène internationale. C'est donc "trois Méditerranées"¹ distinctes qui apparaissent dans les années 40-50. Elles vont se constituer en trois sous-ensembles liés par des alliances. Les pays d'Europe occidentale, auxquels vont se joindre la Grèce et la Turquie, se réunissent au sein de l'Alliance Atlantique (avril 1949) et au sein de la Communauté européenne, qui se met progressivement en place dans les années 50. Les pays arabes entrent, eux, dans la Ligue des Etats Arabes en 1945 et dans le mouvement des non-alignés à partir de la Conférence de Bandoeng en 1955. Enfin, les pays de

l'Europe balkanique s'apparentent au bloc socialiste.

Les Etats riverains s'associent donc à des ensembles qui les détournent de la Méditerranée. Les Européens, renonçant au *mare nostrum*, s'orientent vers l'Europe du Nord et l'Europe Atlantique, les Arabes, tournant la page de la colonisation, misent sur le non-alignement. Ces alliances font ressortir des lignes de fracture, Nord/Sud et Est/Ouest, traversant la mer. Pourtant, pour peu que l'on considère d'autres phénomènes, la situation s'avère être plus complexe; si l'on prend en compte les flux économiques et humains, on s'aperçoit que les échanges sont nombreux entre ces "trois Méditerranées" et entre la Méditerranée, route stratégique, et le reste du monde.

Le bassin méditerranéen des années 50 apparaît donc comme un ensemble complexe : il est à la fois un lieu dont on se détourne et qui focalise un certain nombre de tensions, mais il est aussi un espace en mutation et un important centre d'échanges. Penser un ensemble méditerranéen dans ce contexte ne va pas de soi car il sort des ensembles qui sont mis en place; cela revient à poser la question des relations entre les trois ensembles qui se dessinent et celle de la façon dont ils se définissent les uns par rapport aux autres.

Organisateurs et participants au colloque

La question qui se pose alors est qui, dans ce contexte d'éloignement des deux rives, cherche à penser un espace méditerranéen. Le colloque réunit, nous l'avons dit, des acteurs de tendances diverses : des démocrates-chrétiens italiens, des intellectuels français, des leaders politiques maghrébins ainsi que des représentants du Machrek et d'Israël. Organisateurs et participants forment un ensemble assez hétéroclite sur lequel il est intéressant de s'attarder afin de voir ce que chacun attend d'un ensemble méditerranéen.

C'est un groupe de la Démocratie-Chrétienne qui est à l'origine de cette initiative. Le rapport de l'Italie à l'espace méditerranéen est différent de celui que peut entretenir à la même époque la France, alors en pleine guerre d'Algérie. Un certain nombre d'hommes politiques italiens veulent se tourner vers le sud et développer des relations avec les pays arabes et notamment des relations économiques². On trouve parmi eux G. Gronchi, président de la République italienne, A. Fanfani, président du Conseil des ministres et E. Mattei, homme d'affaires, président de l'ENI, ayant notamment négocié des accords pétroliers avec les pays arabes. Ils cherchent un nouveau rôle

dans le cadre régional et la Méditerranée semble une carte à jouer; ils tentent donc de poser l'Italie comme un pont entre l'Orient et l'Occident et d'allier l'Islam et la Chrétienté contre le communisme. L'un d'eux, Giorgio La Pira, lance l'idée du colloque. Maire de Florence, puis député dans les années 50, il est également l'organisateur des "Congrès pour la paix et la civilisation chrétienne", sur lesquels il cherche à greffer une réflexion autour de l'espace méditerranéen. Il veut donner à celui-ci un rôle d'avant-garde et de fédérateur dans la recherche de la paix mondiale en insistant sur les valeurs communes des trois Religions du Livre. C'est autour de sa personnalité que se constitue le colloque.

Une revue française, *Etudes Méditerranéennes*, s'est associée à lui. Son but était de promouvoir l'idée d'un ensemble méditerranéen, carrefour de civilisation et lieu privilégié pour un dialogue des cultures. Dans le cadre de la guerre d'Algérie où elle naît, cela correspond à la défense d'une Méditerranée plurielle, ce que l'on retrouve dans la composition du comité de rédaction de la revue où l'on compte un certain nombre de personnes issues d'une double culture comme Jean Amrouche (kabyle, chrétien et français) ou Georges Heinen (copte égyptien) pour ne citer qu'eux. On y trouve aussi des intellectuels comme Jean Daniel, Jean Lacouture ou Jean Rous³. Alors que le gouvernement français avait protesté contre la tenue de ce colloque, leur présence marque leur volonté d'établir un dialogue entre les deux rives. Malgré cela, le contexte de la guerre en Algérie va constituer un obstacle à la discussion.

Le débat prend corps autour de La Pira et des membres de la revue et, dès le départ, est empreint d'une volonté de poser la Méditerranée comme carrefour, comme lieu de dialogue, plutôt que comme frontière. Parmi les intervenants arabes présents, on note particulièrement la présence de grands leaders politiques du Maghreb indépendant ou en lutte pour son indépendance; ce sont en effet des personnalités politiques de premier plan qui se sont déplacées.

Pour le Maroc sont présents le prince héritier Moulay Hassan, qui est Président d'honneur du colloque, Allal El-Fassi, figure de l'indépendance marocaine et leader de l'Istiqlal (parti de l'Indépendance) et Medhi Ben Barka, autre figure de l'indépendance marocaine, lui aussi leader de l'Istiqlal⁴. Ce sont trois personnalités aux options politiques différentes qui représentent le Maroc et qui se retrouvent ici sur le thème de la Méditerranée. Est également présent pour le Maroc Jean Abd el-Jalil, Marocain converti au christianisme et devenu prêtre ;

c'est un personnage à cheval entre les deux cultures et les deux rives. Cet intérêt du Maroc de l'époque pour la Méditerranée apparaît dans la politique extérieure de son souverain, Mohammed V, qui, à la recherche d'un rôle sur la scène internationale pour son pays, oriente toute une partie de sa politique extérieure vers l'espace méditerranéen. Il développera, en 1957, un projet d'alliance qui restera sans suite.

On ne trouve pas de politique méditerranéenne équivalente à celle du Maroc en Tunisie et moins encore dans la politique extérieure du FLN algérien. Néanmoins, parmi les Tunisiens présents, citons Mohammed Masmoudi, ministre de l'Information ; le FLN est quant à lui représenté par Ahmed Boumendjel. Si ni la Tunisie ni le FLN ne développent en 1958 un discours "méditerranéiste", c'est en grande partie à cause du conflit algérien qui reste un obstacle majeur à un dialogue entre les deux rives; pourtant Masmoudi et Boumendjel sont présents à ce colloque, notamment parce qu'il ouvre une opportunité de dialogue avec une Europe qui soutient la politique de la France en Algérie.

Cette rencontre, intéressante parce qu'elle se tient à un moment où on ne l'attend pas et parce qu'elle réunit des personnalités importantes et en même temps très différentes, témoigne d'une volonté d'aller à l'encontre du contexte d'éloignement des deux rives afin de créer un dialogue et de jeter les fondements d'un espace méditerranéen en tant que lieu d'échanges et nouveau pôle dont on attend quelque chose. Les motivations et les attentes des uns et des autres sont diverses et plusieurs visions de l'espace méditerranéen vont apparaître dans les débats.

La communauté méditerranéenne des organisateurs

Les représentants de la Démocratie Chrétienne italienne et les membres de la revue *Etudes Méditerranéennes* cherchent à développer les fondements d'une communauté méditerranéenne. Ils mettent pour cela en avant une civilisation propre aux deux rives, dont les meilleures expressions se trouvent dans les textes d'auteurs comme Socrate, Plotin, Ghazali, Ibn Khaldoun, saint Augustin, Dante et Maïmonide, ou encore dans les trois religions monothéistes. De ce bagage culturel partagé par les pays riverains, doit naître, selon eux, la conscience d'appartenir à un même groupe humain. Cette conscience doit se matérialiser dans la "naissance" d'une commu-

nauté méditerranéenne : *“Quel a été le but qui nous a tous réunis ici, sinon de retrouver les grands points de convergence religieux, historico-culturels et civils qui font de nos peuples une seule communauté idéale ?”*⁵.

Les démocrates chrétiens cherchent également à attribuer un rôle précis à cet espace méditerranéen; on retrouve là la problématique des congrès pour la paix et la civilisation chrétienne : il s’agit de participer à l’instauration de la paix à l’échelle mondiale en faisant du bassin méditerranéen un lieu montrant la voie.

Les réserves des intervenants maghrébins

Si le discours des Européens présente cette communauté à construire comme une valeur qui ne fait aucun doute, les intervenants maghrébins considèrent l’espace méditerranéen comme moins évident et plus problématique, quelque chose sur quoi on s’interroge pour rechercher sa signification, son but, et la forme à lui donner. Ils ne se laissent effectivement pas entraîner par *“l’optimisme”* des organisateurs et se démarquent de leurs discours sur deux points. Ils font une relecture de l’idée d’une civilisation méditerranéenne en mettant en avant l’apport de la culture arabe à la culture européenne : Allal El-Fassi notamment commence son allocution en soulignant ce point; il revendique clairement une reconnaissance qu’il estime ne pas trouver dans le discours des organisateurs : *“Avant de retourner à l’Europe, la pensée gréco-latine a dû en effet faire un long détour (...). C’est bien une pensée gréco-musulmane, élément de base de la civilisation méditerranéenne, qui a été transmise à l’Europe. (...). C’est ainsi que dès son éclosion la philosophie latine et la pensée chrétienne ont vite assimilé la métaphysique arabe.”*⁶

Les représentants maghrébins insistent également sur les rapports de type impérialiste qui ont dominé au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe. Ils amènent les débats sur la possibilité de dépasser cette histoire coloniale, question que n’ont pas posée les organisateurs du colloque et qui apparaît ici comme préalable à toute réflexion autour d’un espace Méditerranée. En effet ce problème pousse les intervenants maghrébins à relativiser une communauté ou un espace méditerranéen qui apparaît comme hypothéqué par le passé. Précisons toutefois qu’il y a des nuances dans les discours des Maghrébins. Le prince Moulay Hassan, notamment, paraît plus proche des organisateurs.

Il est un autre point qu’il paraît intéressant de relever. Les Arabes

parlent de la Méditerranée comme lieu de coopération économique pouvant fournir des solutions aux problèmes de développement des pays de la rive sud, soulignant une dimension que n'avaient pas posée les organisateurs. Mais s'ils amènent les débats sur le terrain de la coopération, ils affirment parallèlement avec force s'en méfier et ne pas vouloir entrer, sous ce prétexte, dans une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis de l'Occident. Cela ressort particulièrement dans les allocutions d'Ahmed Boumendjel et de Mohamed Masmoudi: *"(...) La coopération et l'association sont-elles possibles quand les uns, usant de ce qui fait penser au "chantage" économique, menacent de fermer les caisses, de couper ce qu'ils appellent "les vivres" et donnent à l'indépendance la signification de la sécession dans l'hostilité, et quand les autres, après s'être refusés à se laisser enfermer dans le dilemme, ordre colonial ou sécession, se trouvent ainsi amenés à opter pour l'indépendance ?"*

On s'aperçoit donc que les représentants de la rive sud sont plus que prudents quant à l'idée d'un "espace méditerranéen". On peut constater un quasi-blocage lorsque les débats abordent l'histoire récente, c'est-à-dire les colonisations. Ils répondent de manière critique à un discours méditerranéiste, trop culturaliste et trop centré sur l'Europe, et le resituent dans les problématiques contemporaines.

Ce colloque de Florence dévoile ainsi certaines limites au débat : les rapports nord-sud nés de la période précédente qui ne sont toujours pas dépassés et empêchent d'envisager une relation équilibrée entre les deux rives de la Méditerranée d'une part, la guerre d'Algérie et la situation des Palestiniens d'autre part. La référence à ces deux problèmes par les intervenants maghrébins amène de fortes réactions des côtés français et israélien et envenime les débats. La situation s'apparente donc à un dialogue de sourds entre les organisateurs, qui développent un "projet méditerranéen", et les intervenants maghrébins. Les premiers développent un discours très abstrait, à tendance culturaliste, parfois même volontariste : faisant référence à des valeurs, à des principes, à une conscience supposée commune, ils assignent un rôle à la Méditerranée, basé sur ces valeurs. Ce discours n'ouvre pas sur l'action et met un avant une Méditerranée intemporelle. Délibérément, ils se placent dans une dimension apolitique et se heurtent ainsi aux représentants maghrébins qui, au contraire, au grand désarroi des démocrates-chrétiens qui parlent de dérive, essaient de ramener les débats à leur dimension politique. Entre les tenants de ces deux visions de la Méditerranée, le dialogue ne

parvient pas à s'établir.

Les problèmes mis en avant par les leaders maghrébins constituent des obstacles que le colloque n'a pas su traiter. Intéressante en elle-même et par ce qu'elle permet d'apercevoir concernant les rapports des divers participants à l'espace méditerranéen, la rencontre ne débouche pourtant sur aucun projet, alors que des conditions favorables semblaient réunies. On est étonné, entre autres, que les démocrates chrétiens qui semblaient miser sur cette rencontre se cantonnent à ce discours apolitique.

Aujourd'hui encore, les différents aspects du débat se posent dans des termes à peu près similaires, sans être résolus. Il se reproduit dans ses grandes lignes et face à cette impasse, une tentation, de ce côté-ci de la mer, est d'évoquer la Méditerranée de façon intemporelle, soit en termes culturalistes, comme à Florence, soit, par opposition, en termes de frontière à protéger et à fermer.

Anne Voléry est doctorante à Paris VII.

Notes :

1. Claude Liauzu, "Du mare nostrum à la dérive des continents", in Jean Carpentier et François Lebrun, Histoire de la Méditerranée, Seuil, Paris, 1998.

2. Voir à ce sujet la thèse en cours de Stéphane Mourlane (université de Nice)

3. Parmi les personnes qui ont été publiées par la revue, on trouve des représentants des deux rives comme R. Blachère, P. Bourdieu, A. Sayad, K. Yacine, M. Rodinson, F. Abbas, B. Krim, H. Bourguiba, etc.

4. Message de M. le Professeur G. La Pira à la séance de clôture, in Premier colloque méditerranéen de Florence, 3-6 octobre 1958, édité par le Congrès Méditerranéen de la Culture, Palazzo Vecchio, Florence, p.139.

5. Allocution d'Allal El-Fassi, in Premier colloque méditerranéen de Florence, 3-6 octobre 1958, édité par le Congrès Méditerranéen de la Culture, Palazzo Vecchio, Florence, p.20-21

6. Il s'en séparera en janvier 1959 pour fonder l'Union Nationale des Forces Populaires; contraint à l'exil, condamné pour complot contre le prince héritier, il est assassiné en 1965.

7. Allocution de Mohamed Masmoudi, in Premier colloque méditerranéen de Florence, 3-6 octobre 1958, édité par le Congrès Méditerranéen de la Culture, Palazzo Vecchio, Florence, p.72.